

Zeitschrift: Annales fribourgeoises
Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg
Band: 4 (1916)
Heft: 5

Artikel: L'indépendance intellectuelle de la Suisse
Autor: Reynold, G. de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-817788>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

là où il n'y a point de littérature propre. On ose parler d'indépendance intellectuelle à propos des Pays-Bas, de la Finlande, du Danemark ou de la Suède : on n'en saurait parler à propos de la Suisse. Et voyez, me dira-t-on encore, où l'indépendance intellectuelle, telle que vous semblez la concevoir, ne manquerait pas de nous conduire : à rompre les liens vitaux qui nous unissent aux trois grandes patries de nos langages. Ce serait un appauvrissement singulier. Quoi ? devrions-nous considérer comme étrangers, nous, Suisses romands, tous les grands écrivains de la France, nous, Suisses allemands tous les grands écrivains de l'Allemagne ? faudrait-il que les Tessinois allassent renoncer à cette italianité qui est leur raison d'être et dont le besoin, le renforcement, s'impose à eux de plus en plus ? On en arriverait ainsi à instaurer un protectionnisme littéraire qui nous ferait préférer, par exemple, le doyen Bridel à Voltaire, Juste Olivier à Lamartine, Albert Richard à Victor Hugo. Ce serait le renoncement à toute haute culture, le règne de la médiocrité, la stérilité, la mort »

C'est pourquoi nous posons en principe, — et ce principe, quoi que nous puissions dire, nous l'aurons sans cesse devant les yeux durant notre entretien, — que la première condition de l'indépendance intellectuelle, c'est, pour la Suisse, précisément de *ne pas être indépendante*, — au moins dans le sens étroit de tout à l'heure.

La première condition de l'indépendance intellectuelle, c'est la *vie intellectuelle*. Pour vivre intellectuellement, il faut que nous nous sentions parties intégrantes et vivantes des trois grandes civilisations allemande, française, italienne. Si nous n'y plongeons point de racines profondes, la sève nous manquera bientôt. La littérature romande, cette petite littérature qui a su produire pourtant quelques grandes œuvres et qui a connu de brèves heures de gloire, c'est la France qui l'a créée, c'est la France qui l'a renouvelée, qui la renouvellera sans doute encore.

Nous devons donc souhaiter, entre la Suisse romande et la France comme entre la Suisse allemande et l'Allemagne, comme entre le Tessin et l'Italie, des échanges continus d'idées, de formes, d'œuvres et d'hommes. Il faut qu'un Romand puisse se dire : « Tout ce qui est art français, science française, littérature française, est mien », et qu'il ajoute même, en pensant à la Suisse, « est nôtre ». Et il faut qu'un Zuricois, un Bâlois, un Bernois, en se tournant vers l'Allemagne, puisse penser et dire la même chose.

Et pourtant, je me sens comme saisi de scrupules. C'est que je pense à la guerre européenne, à la situation de notre pays au milieu des nations belligérantes. Or, il se trouve que ces nations belligérantes, ce sont précisément les mères de notre vie spirituelle. Elles se battent, elles se déchirent. Cette lutte fait de notre indépendance intellectuelle un problème dont la solution, et la solution immédiate, est pour nous une question d'existence.

Il suffit de considérer ce qui se passe. Il faut voir la vérité en face : la guerre européenne a réveillé en nous, exalté en nous, pour la première fois d'une manière aussi impérieuse, *l'instinct de race*. Cette réaction spontanée, nerveuse, a été immédiatement suivie d'une autre réaction, celle-là plus consciente : *l'orgueil de culture*. Nous avons pris parti ; jusqu'à la guerre, nous étions d'abord Suisses : Suisse c'était le nom propre ; allemand, français ou italien, ce n'étaient que les épithètes. Depuis, pour beaucoup, c'est le mot de suisse qui est devenu une simple épithète et qu'on place après Allemand, Français, Italien.

Nous aurions surmonté peut-être plus facilement cette crise inévitable et, dans un sens, normale, si la guerre européenne ne s'était point dédoublée. Il y a la guerre des armes, de la diplomatie et du commerce. Mais, derrière les fronts, une autre guerre s'est organisée, a livré ses grandes batailles : *la guerre intellectuelle*. Elle a deux causes : d'abord, cet immense procès qui se plaide devant l'opinion des neutres, — de là toute une propagande effrénée ; — ensuite ce conflit, non seulement d'Etats contre Etats, mais encore de peuples contre peuples. Dans un tel conflit, les forces morales jouent le plus grand rôle : la victoire semble devoir rester à celui qui soutiendra le plus longtemps l'effort. Il faut donc agir sur les peuples, il faut les endurcir dans leur orgueil, il faut les stimuler dans leurs haines. De là ce phénomène : non seulement la guerre actuelle n'a pas tué la vie de l'esprit, mais encore elle l'a exaspérée. On se bat à coup de journaux, de brochures, de livres, d'images, de conférences, de discours ; les plus hautes chaires sont devenues des positions d'où l'on foudroie l'ennemi ; le papier, l'imprimé, est aussi nécessaire que les munitions. Jamais une aussi vaste folie, jamais autant de passion ne s'était emparée de l'Europe. C'est la négation même de toute vérité historique, de toute science, parfois de toute intelligence même ; c'est une médiocrité générale et véhémement qui coule et nous inonde de son écume d'injures et de forfanteries. Et pourtant, il faut être juste,

cette vie intense, si malade qu'elle soit, a fait éclore bien des talents nouveaux et bien des œuvres durables.

Qui ne voit donc clairement ceci : pour le moment, la guerre des armes nous a épargnés, mais nous sommes atteints par la guerre économique, mais nous sommes envahis par la guerre intellectuelle ? Contre cette invasion il faut bien nous défendre. L'indépendance politique d'un peuple, surtout d'un petit peuple, n'est qu'un mensonge, qu'une apparence illusoire, si ce petit peuple n'a pas su conserver pures les sources mêmes de sa vie : un petit pays qui a perdu son indépendance économique, est comme un être qui n'est plus libre dans son corps ; un petit pays qui a perdu son indépendance intellectuelle et morale, est comme un être qui ne possède plus son âme.

Il y a un fait dont nous ne pouvons contester l'évidence : aujourd'hui, il est presque impossible d'établir une démarcation nette entre nos sympathies politiques et nos affinités de langue et de culture. Il est presque impossible de poser des bornes et de se dire, de dire surtout aux autres : jusque là, pas plus loin. Affirmer trop fortement, trop exclusivement, des affinités de langue et de culture, c'est affirmer inévitablement des sympathies politiques. Vos intentions ont beau être honnêtes : elles seront exploitées. La propagande étrangère vous guette et vous entraîne. Si l'on tend à l'étranger le petit doigt, il vous empoignera par le bras, il vous ligotera tout le corps.

Car la vie intellectuelle a perdu son caractère qui est d'être désintéressée. Elle est devenue l'une des formes que revêt l'expansion politique. Autrefois, on disait : le marchand précède le soldat ; il faut dire aujourd'hui : l'écrivain, le conférencier, le professeur et le journaliste précèdent le marchand, le diplomate et le soldat.

Voilà pourquoi tout patriote, — j'entends tout patriote assez discipliné, conscient, maître de lui pour placer l'intérêt général, l'indépendance, au-dessus de ses sympathies et de ses affinités les plus naturelles, — ne peut que désapprouver certaines entreprises plus ou moins tapageuses. Nous ne saurions douter de la bonne foi qui en a guidé les promoteurs. Tout les justifierait en temps normal. Mais à l'heure actuelle, il faudrait être aveugle pour ne pas en voir le danger.

Vouloir, en effet, transformer la Suisse romande en « bastion de l'Est », comme dirait M. Maurice Barrès ; vouloir faire de la Suisse alémannique un boulevard avancé du germanisme, — du pan-

germanisme, — c'est déplacer nos frontières, c'est enlever les barrières qui nous séparent de l'étranger et les poser au milieu de nous.

* * *

Mais alors, que devient le principe que nous avons affirmé ensemble tout à l'heure ? Et ne suis-je pas en train de me démentir ? C'est que le principe de notre vie intellectuelle : collaboration intime et continue de la Suisse allémande avec l'Allemagne, de la Suisse française avec la France, de la Suisse italienne avec l'Italie, implique des conditions normales, un ordre européen. La guerre a bouleversé tout cela. A ce principe, la guerre en a substitué un autre : celui d'hégémonie, celui de conquête. Nous devons donc nous mettre en état de défense, momentanément il est vrai, mais de toutes les manières, et surtout contre le plus menaçant et le plus fort.

Mais cette défense ne doit pas être purement négative. Elle ne doit pas se confondre avec je ne sais quelle censure. Surtout il ne faut point qu'elle dégénère en ce mauvais protectionnisme que je dénonçais tout à l'heure, il ne faut point qu'elle dégénère en xénophobie. Je redoute autant pour nous la xénophobie que je redoute l'erreur contraire : l'admiration sans dignité, l'imitation sans contrôle de l'étranger. Précisément parce que l'une et l'autre sont un affaiblissement de notre indépendance intellectuelle, parce que l'une et l'autre, — et je les vois sévir chez nous maintenant, — sont l'indice que notre santé intellectuelle n'est pas bonne, c'est-à-dire que notre force d'assimilation a diminué.

Nous défendre intellectuellement exige que nous ayons quelque chose à défendre. Ce quelque chose existe-t-il ? voilà toute la question. Car, si à cette question nous sommes incapables de répondre, si vraiment la Suisse n'est qu'une étiquette politique, si elle ne correspond point à un véritable et profond patriotisme animé par un esprit qui fait d'elle une nation ; si elle dure au lieu de vivre, si elle est incapable de justifier son existence, si la crise qu'elle traverse devait avoir pour conclusion de démontrer son impuissance à se réaliser elle-même, si cette crise devait être la faillite d'un idéal basé sur la volonté humaine plus forte que la race ou la langue, — alors, Mesdames et Messieurs, à quoi bon nous défendre ? A quoi bon se faire tuer sur le front quand, derrière le front, il n'y a plus rien qui vaille la peine de verser une goutte de sang ? On ne sau-

rait exiger des vivants qu'ils s'attachassent à défendre un cadavre, car s'attacher à un cadavre, c'est pourrir avec lui.

Ces dures paroles vont ont fait sans doute sursauter d'indignation. C'est ce que je voulais. Parce que je sens qu'en vous j'ai ainsi réveillé, s'il avait besoin de l'être, le patriotisme, et non seulement le patriotisme, mais son âme, l'esprit suisse. Et voilà précisément ce que nous avons de positif à défendre, voilà précisément ce qui est vivant en nous. L'esprit suisse : je me suis souvent demandé, et déjà bien avant la guerre, bien avant la crise intérieure, ce qu'il fallait souhaiter à notre pays, si c'était l'indépendance politique ou si c'était l'intégrité de notre esprit. Et j'ai conclu qu'il vaudrait mieux pour nous subir la guerre, l'invasion, la domination étrangère, plutôt que de perdre notre esprit, plutôt que de renoncer à nos traditions, plutôt que de laisser s'altérer notre „Eigenart“. Telle est la véritable liberté, telle est la véritable indépendance. Et en vérité, si nous ne devons conserver qu'à ce prix l'intégrité de notre territoire et de nos institutions ; si, dans l'intérieur de nos frontières, nous devons être désormais des Allemands, des Français ou des Italiens, non plus des Suisses ; si l'étranger devait s'installer définitivement, non pas dans nos villes ou nos forteresses, mais dans nos esprits et dans nos cœurs, — alors j'envierais pour nous le sort de la Pologne qui a été divisée, partagée, dépecée, mais qui a gardé sa langue, sa littérature, ses traditions et son esprit, mais qui n'a jamais été assimilée par ses vainqueurs ; j'envierais pour nous le sort de ces armées belges ou serbes qu'on a refoulées hors du sol natal, mais qui luttent toujours, qui n'ont point levé la crosse de leurs fusils, qui n'ont jamais replié leurs étendards.

C'est pourquoi je me tournerai maintenant vers tous ceux qu'on est convenu d'appeler nos intellectuels : vers nos écrivains, nos professeurs, nos journalistes, nos maîtres d'école ; vers tous ceux qui ont un enseignement à donner, vers tous ceux qui ont charge d'esprits et charge d'âmes, et je leur dirai : Ayez conscience de votre responsabilité ; elle est immense, vous devez la sentir écrasante. Car, ce dont vous êtes responsables, c'est de notre peuple entier, c'est de l'indépendance de notre peuple, de cette indépendance supérieure que je viens de définir. Le reste, vous pouvez le nommer de tous les beaux noms qu'il vous plaira : la Justice, le Progrès, l'Humanité, la Conscience humaine ; le reste, vous n'en êtes point immédiatement responsables. Mais vous êtes responsables de notre justice à nous, qui est dans

notre droit de vivre, de notre progrès à nous, qui est une Suisse toujours plus unie et plus forte, de notre humanité à nous, qui s'arrête aux bornes de nos frontières, et de notre conscience helvétique dont l'intégrité dépend de notre indépendance de toute influence étrangère. Si vous semez au milieu de ce peuple la moindre semence de discorde, le moindre ferment de haine, c'est une trahison morale dont vous vous rendez coupables. Et je préférerais cent fois vous voir garder le silence plutôt que d'entendre sortir de vos bouches des paroles excicatrices. Certes, c'est exiger de vous des sacrifices, et sans doute parmi les plus durs. Mais, ce qui les exige de vous, ce qui les attend de vous, ce n'est pas un gouvernement, ce n'est pas un parti, ce n'est pas même une génération, c'est le pays tout entier, c'est la patrie avec six siècles derrière elle, de luttes, de souffrances et de gloires. Ne laissez pas dégénérer en rancunes et en rancœurs, en polémiques ou en battage électoral de justes indignations et de saines colères. Et surtout, n'allez point compromettre notre sécurité à la fois et notre dignité, en prenant à témoin de nos maladresses, de nos fautes, l'étranger en armes qui nous regarde, qui attend et qui sourit. Il y a des actes, et vous en avez commis, qui sont des prostitutions de l'esprit. « Si les Suisses qui tiennent une plume, ou qui parlent du haut des tribunes, ou qui pérorent dans les salons, écrit M. Wagnière dans le *Journal de Genève* du 28 février 1916, mettaient à défendre la Suisse contre l'étranger, le quart du talent, de l'esprit, de l'ingéniosité, de la fidélité, de l'obstination, de la passion, de l'enthousiasme qu'ils emploient à défendre l'étranger contre la Suisse, nous serions le premier peuple du monde. »

* * *

A ce propos, permettez-moi de revenir sur un sujet que j'ai déjà traité, que beaucoup d'autres ont traité avec plus de compétence, mais non pas avec plus de sincérité : je veux parler de la *presse*. Je veux en parler encore une fois, car c'est une de nos préoccupations nationales. S'il est vrai que la presse est, chez nous comme ailleurs, le « second Parlement, » l'opinion publique, c'est à dire chaque citoyen qui possède et qui exerce le droit de contrôler l'action de ses élus et de ses mandataires, a le droit, et le devoir aussi, de contrôler l'action de ses journalistes, bien qu'un journaliste soit infiniment plus susceptible qu'un député, que surtout un conseiller fédéral.

C'est un élément essentiel de notre indépendance intellectuelle,

que la presse. Pourquoi faut-il que, dans son ensemble, elle ait bien plutôt affaibli que renforcé cette indépendance ? Pourquoi faut-il qu'on ait, malgré soi, l'impression que les influences étrangères s'exercent sur certains journaux d'une manière parfois sans pudeur ? La réforme de notre presse devra s'imposer après la guerre ; à cette réforme beaucoup, surtout les journalistes les plus compétents et les plus sérieux, ne laissent point de songer déjà. Car nous avons trop de journaux en Suisse, et pas assez de journalistes. En effet, la profession de journaliste ne doit pas être une sorte de refuge pour les vocations manquées. Elle exige une préparation spéciale, une préparation intellectuelle et morale aussi bien qu'une préparation technique. Elle entraîne avec soi une nervosité, une superficialité dont il faut aussi se défendre. Or, elle est chez nous, comme malheureusement presque toutes les carrières libérales, trop souvent encombrée d'amateurs. Parfois aussi ceux qui l'exercent sont des étrangers ou des naturalisés de fraîche date, pour lesquels la Suisse est presque une terre inconnue, et qui, se souvenant de leur pays d'origine, importent dans notre vie publique, dans la manière de juger cette vie et dans l'interprétation des événements, un esprit d'étranger, parfois des passions étrangères. Ils contribuent ainsi, et la guerre nous l'a bien montré, à déplacer le centre de gravitation de leurs lecteurs. On le voit dans tout leur système d'informations qui est un système tendancieux. On escamote les nouvelles désagréables ; les agréables, on les met en évidence au moyen de mille petites habiletés typographiques, comme les lettres en italique ou les titres en lettres grasses. Et puis, il y a souvent une extrême légèreté dans les informations elles-mêmes. C'est de l'étranger que nous vient le goût de la sensation, de l'atrocité, tant de moyens de réclame qui sont nettement contraires à notre tempérament, à nos mœurs. De l'étranger aussi cette méconnaissance des choses suisses, ce dédain même. En revanche, on voit tel ou tel de nos journalistes, — il y en a de cette sorte dans tous les camps, — s'ériger en défenseur quasi officiel des gouvernements étrangers, des points de vue étrangers, fût-ce même contre le gouvernement de leur pays, contre le point de vue de leur pays. Il y a là une insuffisance d'éducation, parfois un manque de dignité dont les conséquences pourraient être graves. Une école de journalistes, peut-être même une école de traducteurs, serait un bienfait pour la presse comme pour le pays.

Il est donc évident que la situation actuelle exige une très grande prudence dans nos rapports, même nos rapports scientifiques et littéraires, avec les nations belligérantes, nos voisines. Mais il s'agit, encore un coup, d'une attitude momentanée. Malgré tout, il en faut revenir au principe que j'énonçais en prenant la parole. Seulement, c'est avec une autre préparation, avec une autre conscience de notre rôle, je dirais même de notre mission intellectuelle, avec un sentiment plus profond de notre originalité, que nous devons plus tard renouer des liens, non certes totalement rompus, ce qui est impossible, mais provisoirement détendus, avec l'Allemagne, la France et l'Italie.

Je vais donc examiner avec vous, très superficiellement sans doute, mais avec toute l'objectivité dont je me sens capable, sur quelles bases il nous faut reconstruire, tout au moins consolider notre indépendance intellectuelle, et par quels moyens. Et d'ailleurs, si le mot « indépendance » vous paraît excessif, je suis prêt à le remplacer par le mot *d'autonomie*.

* * *

Il y a des conditions essentielles sans lesquelles tous les autres moyens n'ont qu'une valeur de palliatifs.

La première, elle est indépendante de notre volonté : posséder les hommes nécessaires.

Demandons au Ciel, demandons à l'esprit suisse et à ce « génie du lieu » qu'évoquait Juste Olivier, de susciter à notre pays de grands hommes. Un grand peintre, en effet, un grand poète, un grand romancier, un grand philosophe, voilà qui affirme aux yeux du monde l'indépendance intellectuelle d'une nation ! Cette indépendance est surtout une question de prestige. Représentez-vous pour vous en convaincre, ce que serait la Suisse sans les grands hommes, sans Manuel Deutsch, Albert de Haller, Jean-Jacques Rousseau, Pestalozzi, Horace-Bénédict de Saussure, Alexandre Vinet, Charles Secrétan, Gottfried Keller, Meyer : un pauvre petit pays sans influence, plus ignoré qu'il ne l'est, un foyer sans rayonnement et sans chaleur, un esprit sans idées, sinon un corps sans âme. Un tel pays aurait beau posséder une industrie florissante, des écoles bien organisées et même une armée forte : il ne représenterait rien dans l'Europe ; il lui manquerait la justification suprême de son existence. Il serait un être composite ou un organisme embryonnaire. On aurait plus que jamais

la tendance à voir en lui un simulacre de nation, à passer sur son corps avec une conscience légère. Dans un de ses beaux discours qui, eux aussi, ont été devant l'opinion publique européenne, tant est puissant l'effet de l'éloquence, un renforcement de notre prestige, une affirmation de notre raison d'être, M. le conseiller fédéral Motta a comparé l'action philanthropique de la Suisse, pendant la guerre, à un « corps d'armée invisible ». Eh! bien, Mesdames et Messieurs, il est un autre « corps d'armée invisible » sur lequel nos corps d'armée visible se peuvent appuyer, ce sont nos grands hommes. Ils ont mis entre nos mains des armes qui ne se rouilleront jamais, des étendards qui flotteront toujours. Si, à l'heure de la paix, comme nous l'espérons, nous aurons peut-être notre mot à dire; si nos représentants seront accueillis avec une déférence que nous n'avons pas rencontrée, il y a un siècle, au Congrès de Vienne et à Paris, nous ne le devons pas seulement à notre force militaire, à nos œuvres de charité, à notre action d'intermédiaires entre les belligérants, mais encore à toute cette lignée de grands hommes qui sont nos parrains devant le monde. Il n'est pas un étranger cultivé pour qui les noms de Berne, de Bâle, de Zurich et surtout de Genève n'évoquent aussitôt quelques hautes figures, des œuvres et des idées qui aient contribué à la formation du monde moderne.

Nos écrivains, nos penseurs représentent, en effet, la seule force d'expansion véritable que la Suisse puisse opposer à l'expansion des puissances qui l'entourent. Ce sont eux qui ont fait pour nous les seules conquêtes durables, c'est à dire des conquêtes morales. Nul pays ne saurait vivre sans se répandre au dehors; plus il est petit, plus il se sent comprimé, plus il sent aussi le besoin de briser les frontières. Il ne saurait vivre en se repliant sans cesse sur lui-même. Je ne souhaite pour nous ni l'annexion de la Savoie, ni la reprise de la Valteline, ni même un accès quelconque à la mer: mais je souhaite ardemment une influence comme celle que nous avons exercée au 18^{me} siècle sur les lettres allemandes par Bodmer et Breitinger, par Haller et Gessner, sur les lettres françaises par les savants et les philosophes genevois, sur la France et le monde entier par Jean-Jacques Rousseau. Et c'est un de mes espoirs: de même qu'au 18^{me} siècle une crise nationale, conséquence d'une crise européenne, a provoqué ce mouvement de renaissance, de même peut-être nos angoisses et nos craintes d'aujourd'hui susciteront demain les hommes nécessaires.

Voilà pourquoi, si les erreurs et les excès commis par certains de nos journalistes, certains de nos intellectuels, m'inquiètent et m'irritent, je ne veux y voir, malgré tout, en les jugeant de haut, que les déformations inévitables d'un mouvement généreux, que les contrecoups d'idées qui se heurtent en faisant jaillir de la lumière. Tout fleuve qui déborde entraîne naturellement avec soi des débris et de la boue, mais ne faut-il pas que les fleuves débordent pour féconder les terres ? Si nous savons garder intactes notre dignité nationale, notre volonté d'indépendance ; si nous savons maintenir le grand débat qui s'élève au milieu de nous au-dessus des mesquineries et de la médiocrité ambiante, il peut résulter un rajeunissement, un renouvellement, de la crise que nous traversons. J'irai plus loin : c'est une crise nécessaire, une crise salutaire par conséquent. Une petite démocratie a plus à craindre la routine, le matérialisme, l'immobilité, que des troubles intérieurs. L'heure dangereuse, je crois même que nous l'avons déjà passée : c'était avant la guerre, lorsque nous étions en train de nous assoupir dans la conviction béate que nous n'avions rien à craindre et que « il n'en était point comme nous ». Or, c'est l'instant du sommeil que le voleur choisit pour percer la muraille.

* * *

L'indépendance intellectuelle de la Suisse dépend donc surtout des hommes. C'est là, encore une fois, de ses conditions la première et la plus essentielle. Mais il en découle une autre : c'est que, autant que possible, un écrivain, un penseur, un artiste puisse vivre et se développer librement chez nous. Certes, les limites de notre pays sont étroites, son horizon est parfois borné ; une vaste pensée, un esprit créateur doivent dépasser ; ou briser nécessairement ces limites, s'élever au-dessus de cet horizon.

Un écrivain suisse, en particulier, aura, pour son développement, pour sa carrière, pour son influence, toujours besoin du plus grand pays dont il parle la langue ; écrivain suisse, il ne le sera même toujours qu'à moitié : il restera toujours un écrivain allemand, italien ou français.

Il est donc impossible, et, pour le rayonnement même de la Suisse à travers le monde, il n'est même pas souhaitable, qu'un homme de pensée puisse trouver chez nous toutes les ressources matérielles ou morales dont il a besoin. A la rigueur, un écrivain

suisse-allemand peut avoir pour centre d'activité une ville comme Zurich, Berne ou Bâle : les cantons alémaniques, en effet, lui offrent un public trois fois plus considérable que le public romand ; en outre, la littérature allemande est fortement décentralisée. En revanche, la littérature française n'a guère qu'un centre : Paris, et la Suisse romande n'a pas même un million d'habitants. Et je ne parle pas du Tessin.

Toutefois, il faut en convenir, la profession d'écrivain ou d'artiste n'est pas honorée chez nous comme elle devrait l'être. L'esprit utilitariste qui règne un peu partout ici, a une tendance à considérer les arts et les lettres comme un luxe à peu près inutile. En outre, des préoccupations étroitement moralisantes, — et c'est la forme utilitaire du sentiment religieux, — nous empêchent de comprendre ce qu'il y a naturellement de désintéressé, d'affranchi, nous dirions même d'inutile, au sens bourgeois du terme, dans une œuvre d'art. Partout on se heurte à une méconnaissance complète des conditions qui sont nécessaires à l'éclosion d'une telle œuvre.

C'est un mal, une cause de médiocrité. Ce n'est pas l'individu qu'on encourage, qu'on stimule, — au contraire, il semble qu'on ait trop souvent peur des individualités fortes, — mais c'est la coterie. En outre, on transpose dans le domaine de la pensée et de l'art des notions majoritaires qui en sont la négation même.

Il en résulte nécessairement qu'il faut, pour qu'un écrivain de talent consente à rester en Suisse, très souvent, de sa part, un acte de courage. On ne le saurait toujours exiger de lui. Alors, il s'expatrie ; s'expatriant, il se dénationalise. C'est une force perdue pour nous, c'est même une force que parfois on emploie contre nous : durant la guerre actuelle, ne pourrais-je pas citer tel et tel écrivain suisse qui sont devenus tout simplement, de bonne foi sans doute et peut-être même inconsciemment, des instruments de propagande étrangère ?

Et voici le plus dangereux : beaucoup d'esprits, surtout parmi les générations nouvelles, éprouvent des besoins artistiques, intellectuels et moraux auxquels la Suisse ne sait pas ou ne peut pas satisfaire. Certaines manifestations d'irrégentisme ou de gallophilie, déjà quelques années avant la guerre, ont scandalisé de braves mais étroits patriotes ; ceux-ci en effet n'ont pas compris la cause profonde de ces manifestations dont je ne voudrais certes pas garantir complètement la pureté d'intention, n'ont pas compris les sentiments sincères qui se cachaient sous des écarts de langage. Il faut dire ici la vérité :

nous sommes des milliers qui avons souffert, et qui souffrons encore, du matérialisme ambiant, de la médiocrité générale qui souvent nous étouffe. Si nous cassons les vitres, c'est parce que nous avons besoin d'air. Il faut ici prendre garde : il ne nous suffit pas de vivre commodément dans un pays bien organisé, nous ne saurions nous enthousiasmer pour les chemins de fer fédéraux, pour les bureaux internationaux, pour les urnes électorales, ni pour les manuels scolaires. L'attraction que les grands pays exercent sur nous est d'autant plus irrésistible qu'on ne fait rien, ou du moins qu'on fait trop peu pour la diminuer. Un Etat manque à son devoir s'il se borne simplement à régler la vie économique et politique, s'il se préoccupe uniquement de remplir nos ventres, s'il ne fait rien pour nos esprits et pour nos cœurs. Il y a parfois chez des révoltés que nous condamnons, plus de ferveur patriotique et plus d'idéalisme que chez les satisfaits. J'insiste et j'exagère à dessein, pour vous faire mieux mettre la main dans une plaie sensible.

* * *

En effet, c'est toujours un malheur pour une nation, lorsqu'il n'y a pas de contact, d'une part entre le gouvernement, le peuple, et d'autre part les intellectuels. Or, chez nous, ce défaut de contact a plus qu'ailleurs des conséquences fâcheuses, car la Suisse est constituée par trois provinces intellectuelles de la France, de l'Italie et de l'Allemagne, réunies politiquement, mais linguistiquement indépendantes.

De ce manque de contact et des désavantages qu'il entraîne, nous en avons un exemple dans notre histoire : le 18^{me} siècle. Si les gouvernements avaient alors écouté les conseils d'un Bodmer, d'un Isaac Iselin, voire même d'un Haller ; s'ils avaient pris davantage au sérieux la *Société Helvétique*, ils auraient pu, grâce à des réformes appropriées et consenties à temps, sauver la Suisse de la désunion, de l'invasion et de la domination étrangère. Or, à quoi avaient travaillé inlassablement tous les grands écrivains, tous les grands penseurs du 18^{me} siècle helvétique ? à quoi, sinon en somme à *l'éducation nationale* ?

L'éducation nationale, nous nous en préoccupons tous à l'heure actuelle, écrivains, éducateurs, associations pédagogiques et patriotiques. Et, c'est avec les gouvernements, et c'est avec la Confédération que tous collaborent. Car tous ont constaté, dans tous les domaines, combien l'éducation nationale est insuffisante. Et pourtant, elle aussi, est une des bases de notre indépendance intellectuelle.

Nous sommes en droit d'exiger qu'on nous donne enfin, par une éducation nationale largement comprise et intelligemment distribuée à tous les Suisses, non pas des notions, non pas de nouveaux programmes scolaires, — nos programmes sont déjà surchargés; — non pas des manuels toujours plus ou moins médiocres, presque toujours mal écrits, non pas seulement une instruction civique, — car l'instruction civique n'est qu'une branche de l'éducation nationale et ce serait une erreur de confondre la partie avec le tout, — mais des sentiments nouveaux à l'égard de notre pays, une fierté nouvelle d'être Suisses, un sentiment plus profond et plus viril de notre génie et de notre indépendance vis-à-vis de l'étranger. Ce qu'il faut à notre jeunesse, ce n'est pas de l'érudition, c'est de la vie. Ce qu'il faut exalter en elle, c'est l'héroïsme. Il faut remplir son cœur et non pas son cerveau. Elle a besoin de merveilleux, d'enthousiasme; elle a besoin de décor et de panache. Il faut savoir parler à ses yeux, à son imagination.

Un des grands buts de l'éducation nationale doit être précisément de réintégrer dans l'enseignement, et par l'enseignement dans la vie, dans les mœurs, toutes les énergies que nous avons jusqu'ici négligé de puiser dans nos arts, dans nos littératures, dans notre histoire mieux connue et mieux comprise et débarrassée des lieux communs, dans nos légendes, dans nos chants, dans nos traditions populaires qu'il faut savoir faire revivre, — en un mot dans tout ce qui peut nous conférer une originalité propre et nous différencier de nos voisins. C'est par une telle éducation seulement que nous pourrions résister à leur force attractive, que nous pourrions opposer prestige à prestige. Ainsi nous lutterons contre eux par leurs propres moyens; n'est-il pas étonnant que nous n'y ayons point songé encore? Il y a dans cette négligence plusieurs causes: les préjugés d'origine politique à l'égard du passé, par exemple. Et puis, au cours du siècle dernier, nous avons dû lutter d'abord pour la constitution de la démocratie, ensuite pour la conquête de la richesse et du bien-être; maintenant, l'heure a sonné de lutter pour la conquête de l'esprit suisse. Nous avons un corps: nous voulons une âme.

Mais, si elle n'est pas bien comprise, si elle est appliquée maladroitement, d'une façon purement scolaire; si elle ne tient pas compte de la constitution intime, historique et naturelle, de notre peuple, l'éducation nationale risque d'aller à fins contraires. Il y a déjà contre elle des méfiances qu'il faut dissiper. Quelques-uns voient en elle

un instrument à l'usage d'une majorité politique ; ils redoutent un pas de plus sur la route de la centralisation, et quelle centralisation ! la plus dangereuse, la plus excessive, la plus contraire à notre nature et à notre histoire : la centralisation de l'instruction publique. Si ces craintes étaient justifiées, l'éducation nationale serait une grave atteinte à notre indépendance intellectuelle.

En effet, cette indépendance repose, encore une fois, et sur notre nature, et sur notre histoire. Nature et histoire, l'une et l'autre ont fait de nous un Etat fédératif, un peuple fédéraliste. Je ne veux pas ici m'immiscer dans le débat constitutionnel entre fédéralisme et centralisation ; je constate seulement que tout ici nous enseigne combien Montesquieu avait raison lorsqu'il disait, après les Anciens : « Un Etat se conserve par les moyens mêmes qui l'ont fondé ; » je constate, toujours d'après la nature et l'histoire, qu'un exact équilibre entre les deux forces *fédéralisme* et *centralisation*, est nécessaire à notre existence. Si l'une de ces deux forces l'emporte sur l'autre, l'équilibre est rompu et la Suisse se retrouve affaiblie, divisée. Je ne crois pas les constitutions éternelles ; je crois même qu'une constitution, après un demi-siècle d'existence, donne déjà des signes d'usure, mais je crois en revanche à l'éternité, à l'inviolabilité de certains principes, de certains caractères, de certaines traditions.

Que notre indépendance intellectuelle repose en grande partie sur le fédéralisme, je n'en veux qu'une preuve, mais elle me semble péremptoire : elle serait irrémédiablement compromise, le jour où les querelles de langues et de races pénétreraient chez nous. Or, la crise actuelle n'est pas très loin de nous y conduire. De telles dissensions risqueraient fort d'amener la Suisse à se désagréger : ce serait la faillite de l'idéal humain que nous représentons au milieu de l'Europe en guerre.

Ce serait aussi un affaiblissement de notre activité intellectuelle : chacune des parties de notre Suisse irait à l'étranger chercher son appui et son mot d'ordre contre les autres, notre génie propre serait altéré, nous deviendrions peu à peu des provinciaux dans le plus mauvais sens du terme, sans que pour cela nous parlions mieux l'allemand, le français ou l'italien.

Où trouver la garantie contre un tel désastre, sinon dans le fédéralisme, sinon dans les cantons ? Les cantons garantissent l'indépendance de l'instruction publique, l'impossibilité pour la majorité linguistique d'exercer, même sans le vouloir, son hégémonie sur les

minorités ; ils empêchent les minorités de se sentir menacées ou de se croire persécutées. Je sais bien qu'il y a des cantons où l'on parle deux et même trois ou quatre langues : ce sont de vieux cantons comme Fribourg, comme les Grisons, comme le Valais, où le type local est assez prononcé pour atténuer les différences et pour les fondre. Ils servent naturellement aussi d'intermédiaires et de tampons.

* * *

Il n'y a pas de culture, de mœurs, de traditions, — ni par conséquent d'éducation nationale, d'indépendance intellectuelle, sans la nature et sans l'histoire. J'ajouterais volontiers sans la race, si je n'avais à l'égard de ce mot des méfiances. Je sais qu'il ne faut point donner à la race un sens zoologique, je sais que la race est profondément modifiée, et qu'elle peut être même conditionnée par la nature et par l'histoire : la race continuellement se transforme, jamais elle ne reste pure, et l'on peut parler avec raison de « races psychologiques ». Je sais en outre que la civilisation, la haute culture surtout, est presque toujours l'œuvre des individus et des minorités. Si donc nous voulons que notre pays affirme par des œuvres sa vitalité, son indépendance intellectuelle, c'est l'initiative individuelle qu'il faut favoriser, c'est le développement des minorités, c'est l'intégrité des particularismes, c'est la continuité des traditions. Or, pas plus qu'il n'y a de langue suisse, il n'y a de littérature helvétique « une et indivisible », il n'y a d'art suisse comme il existe un art flamand ou italien. La somme des caractères communs entre nos différentes littératures et nos différents arts, voilà ce qui constitue le trésor national dans lequel nous devons tous puiser, voilà ce qui constitue l'esprit suisse. Mais ces caractères communs n'excluent pas les différences. Il faut même cultiver les différences pour avoir, pour renforcer les caractères communs.

Chez nous donc, l'organisme où se développe la vie intellectuelle, c'est le canton, c'est la région. Il ne s'agit point ici de régionalisme comme il était à la mode d'en disserter et d'en faire dans les revues et dans les salons quelques années avant la guerre : régionalisme souvent aussi superficiel que le goût de la vie rustique à l'âge de Berquin et de Gessner. Il s'agit de profondes réalités. Songez, par exemple, au rôle de Genève, cette ville qui fut, qui demeure encore une des capitales intellectuelles de l'Europe, et vous constaterez tout de suite, d'abord ce que le fédéralisme genevois a de

cosmopolite et d'universel, ensuite quelle est sa force de résistance à l'assimilation. Or, les mêmes forces de résistance, vous les constaterez dans la tradition bâloise ou bernoise par l'opposition à l'Allemagne, dans la tradition tessinoise vis-à-vis de l'Italie. Et ne pensez-vous pas que le réveil de la littérature et de la langue rhétoromanes soit un obstacle au germanisme, comme à l'italianisation ? Il y a certes toujours quelque chose d'un peu étroit dans tout particularisme, mais le particularisme demeure en Suisse — l'expérience de la République helvétique l'a démontré — une force de résistance d'autant plus solide qu'elle est souvent passive.

Et j'ajouterai encore ceci : la vie intellectuelle est puissamment favorisée par le contact entre les langues et les littératures, par les échanges, par les rapports, par les influences. En revanche, il faut, pour qu'il y ait œuvre littéraire, œuvre d'art, la plus grande perfection possible de forme et de langage. Il faut donc que le langage reste pur, que les formes ne soit point hybrides. La fusion des cultures est une impossibilité, le bilinguisme corrompt les langages, affaiblit la valeur de la production intellectuelle. Il peut y avoir assimilations, mais il faut que ces assimilations soient très lentes. Je crains pour nous des confusions, je crains qu'un patriotisme mal compris ne nous y pousse. Je vois, certes, dans l'esprit européen, — ici même, il y a plusieurs mois, je me suis efforcé de le démontrer, — un gage de notre indépendance intellectuelle ; mais cet esprit européen, tradition glorieuse, doit demeurer le privilège d'une élite, d'un très petit nombre de fortes personnalités. Ce n'est point avec du désordre que, sous prétexte d'unité nationale et d'europanisme, on arriverait à créer chez nous un ordre national.

* * *

Je me résume : L'indépendance intellectuelle de la Suisse, tout au moins son autonomie, la guerre et ses conséquences pour nous l'imposent chaque jour comme une nécessité, un corollaire de notre indépendance tout court. Mais c'est un problème extrêmement complexe, aux données extrêmement nombreuses. Un texte de loi, une formule, si ingénieuse soit-elle, ne saurait être une solution. Il faut craindre ici tout ce qui serait artificiel, tout ce qui serait contrainte. L'indépendance intellectuelle suppose la vie intellectuelle, mais la vie intellectuelle suppose la liberté.

Elle suppose également que nous participions à la vie intellectuelle des trois grandes nations dont nous parlons les langues, mais d'une manière intelligente, avec un esprit critique. Nous devons savoir résister parfois, trier les œuvres et les idées qu'on nous offre, éviter tout nationalisme de langue et de race, garder, surtout maintenant, la conviction que la civilisation européenne est faite de rapports, d'influences et d'échanges entre les peuples. Servons d'intermédiaires tant que nous le pourrons, mais travaillons surtout à produire nous-mêmes des œuvres originales, c'est-à-dire des œuvres suisses qui, par leur originalité, leur nouveauté, leur beauté surtout, constituent des enrichissements pour les grandes littératures voisines.

Ces œuvres, seuls les hommes nécessaires nous les donneront. Espérons-les, attendons-les, sachons les découvrir. Rendons-leur la vie facile, honorons-les. Considérons-les, même si nous ne partageons pas leurs idées et si nous ne savons pas toujours les comprendre, comme des forces et comme des gloires. Mieux vaut encore traiter Jacques Delille, ou Juste Olivier, en grands poètes que d'emprisonner le Tasse, de guillotiner Chénier ou de persécuter Rousseau.

Donnons-nous une éducation nationale, une culture suisse, non pas en décrétant un mauvais protectionnisme littéraire ou des centralisations qui viseraient à fondre tous les Suisses dans un même moule, mais en réintégrant dans notre vie, dans notre enseignement, toutes les énergies inemployées ou mal employées, ou ignorées encore, que nous pouvons puiser dans les œuvres de nos écrivains et de nos artistes, dans notre passé, dans nos traditions, dans notre terre.

Laissons intacts tous les foyers de vie intellectuelle qui existent chez nous. Empêchons-les de s'éteindre et qu'un grand souffle vienne les ranimer. Faisons tout pour éviter les querelles de langues et de races. Et n'agissons jamais que d'accord avec ce que nous sommes.

Permettez-moi de terminer par une image :

J'ai souvent comparé notre Suisse à un jardin : une muraille blanche, les Alpes ; un fossé plein d'eau, le Rhin ; une barrière bleue, le Jura. Au milieu, des bassins, des fontaines, des vallons et des ravins, des champs cultivés, des buissons et des forêts, des prés, des roches où des rosages s'enracinent dans les fissures. Un paysage de fond de vitrail, une peinture sur bois du 15^{me} siècle avec, dans l'angle, les initiales dorées de Friess ou de Manuel Deutsch ; ou encore une gravure aquarellée d'un petit maître bernois du 18^{me} siècle, ou enfin un Amiet à la fois naïf et raffiné. Car partout, malgré la

différence des âges, des artistes, on retrouve les mêmes caractères, les mêmes horizons.

Beaucoup de plantes très diverses, beaucoup d'arbres ont poussé leurs racines dans la terre de ce jardin, entre le fossé, la barrière et la muraille. Il y a des plantes qui ont peur de s'élever, ou qui n'en ont pas la force, et qu'on ne voit pas du dehors ; il y a des arbres rabougris, qui ont des branches mortes, qui produisent péniblement quelques fruits mal mûrs et qui tombent trop vite : à peine leurs feuilles dépassent-elles l'étroit horizon. Il y en a d'autres qui ont de la peine à germer, qui se dessèchent, et dont le moindre vent emporte au loin, emporte au hasard les graines stériles. Mais il y a aussi de grands chênes, de grands noyers, qui abritent les toits rouges des vastes fermes, et dont l'ombre couvre tout le jardin. Ils ont des racines tellement profondes que, pour les arracher, il faudrait arracher la terre. Et c'est parce que leurs racines sont profondes dans la terre qu'ils s'élèvent si haut ; leurs branches dépassent les limites, leurs glands tombent et germent dans les champs voisins, et ceux qui leur arrachent des feuilles pour en faire des couronnes, n'épuisent point leur frondaison.